Il est un peu regrettable que les éditions partielles aient été, à une ou deux exceptions près, systématiquement éliminées. L'existence des textes publiés par l'IFAO dans sa collection des « Voyageurs occidentaux en Égypte », bien qu'ils ne comprennent de façon regrettable que la partie égyptienne du voyage, aurait mérité d'être signalée. Dans la plupart des cas, une brève notice biographique apporte les principaux éléments de la vie du personnage. Celle-ci est suivie par les itinéraires détaillés : noms des lieux visités, précédés, le cas échéant, de la date de visite. Ces toponymes sont donnés dans l'orthographe du texte, suivis par le nom actuel entre parenthèses, accompagné éventuellement par les autres noms qu'a connus le lieu au cours de l'époque ottomane. Lorsque l'auteur fournit davantage qu'une simple mention d'un lieu, la qualité des informations topographiques est hiérarchisée entre « sommaire », « importante » et « détaillée ». Certaines notices s'achèvent sur quelques utiles éléments de biographies.

L'ouvrage est pourvu de deux index. Le premier comprend les noms d'auteurs et les titres des anonymes. Le second est consacré aux noms des lieux, sous leur appellation actuelle. Il aurait été utile de reprendre aussi systématiquement les appellations anciennes utilisées par les voyageurs. Certaines incohérences apparaissent. Pour les pays arabes, S.Y. a exclusivement eu recours à la translittération, sans d'ailleurs nous donner le système adopté. Tripoli devient ainsi Tarabulus pour Tripoli de Libye et Trablous pour la ville syrienne. Si la capitale égyptienne figure sous le nom de Le Caire dans l'ensemble des notices, il faut par contre chercher sous al-Qahira dans les index.

L'ouvrage se termine par 69 cartes fort peu adaptées. Elles ont été établies à partir de cartes de navigation aérienne, s'il faut en juger par les notes figurant sur la plupart d'entre elles. Elles comportent beaucoup trop d'informations inutiles qui, ajoutées à une qualité de reproduction médiocre, en font des documents très peu lisibles.

Ces quelques remarques formulées n'ôtent rien à la qualité remarquable de l'ouvrage. Il représente une somme d'informations exceptionnelle sur ces sources, que la plupart des historiens ont jusqu'à présent tenues pour secondaires. S.Y. met là un bel instrument de travail à la disposition de la communauté scientifique.

Michel TUCHSCHERER
(Institut français d'études anatoliennes, Istanbul)

ʿAbd al-Raḥīm ʿABD AL-RAḤMĀN, *Fuṣūl min tārīḫ Miṣr al-iqtiṣādī wa-l-iǧtimāʿī fī-l-ʿaṣr al-ʿuṯmānī*. Al-Hay'at al-ʿāmma li-l-kitāb (coll. Tārīḫ al-Miṣriyyīn n° 38), Le Caire, 1990. 386 p.

Cet ouvrage est divisé en quatre parties portant sur les thèmes suivants : les sources pour l'histoire économique et sociale de l'Égypte à l'époque ottomane, l'histoire économique, les relations économiques et enfin la vie sociale. Les articles ont, pour la plupart, déjà été publiés dans diverses revues, mais l'auteur ne nous en avertit pas.

Dans la première partie, ʿA.R. présente d'abord succinctement les différentes séries de registres à la disposition du chercheur désirant travailler sur l'histoire ottomane : *dafātīr al-iltizām*,

BCAI 9 (1992) ʿA. ʿAbd al-Raḥmān: Fuṣūl min tārīḫ Miṣr al-iqtiṣādī wa l-iǧtimāʿī fī l-ʿaṣr al-ʿuṯmānī, recensé par M. Tuchscherer
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

al-ǧamārik, *al-ǧirāyat wa-l-ʿalīq*, *al-rizaq al-iḥbāsiyya*, *ḥidmat al-dīwān*, *al-ǧusūr*, *al-tarbīʿ*; puis les registres des tribunaux du Caire et ceux des provinces. L'inventaire n'est pas complet. L'auteur ignore les documents de *waqf*-s, et passe sous silence les découvertes relativement récentes de séries de registres provenant des tribunaux de Rosette (actuellement déposés à Damanhūr) et de Fuwwa (Dār al-waṯā'iq). Il n'estime pas non plus utile de mentionner le *Sommaire des archives turques du Caire*, établi par J. Deny et qui reste toujours utile.

Puis ʿA.R. propose l'utilisation d'un texte littéraire comme source pour l'histoire de l'Égypte ottomane. Il fait une brève analyse de l'œuvre intitulée *Hizz al-quḥūf fī qaṣīd Abī Šaddūf* qui retrace la vie rurale dans l'Égypte du XVIIe siècle (étude déjà publiée en 1975, en anglais, dans *JESHO*, vol 18 (3), p. 245-270).

Dans le chapitre suivant, ʿA.R. montre combien les emprunts faits par Ǧabartī aux historiens antérieurs étaient nombreux. Il reprend là le texte déjà publié à l'occasion du Colloque sur Ǧabartī, tenu à l'université du Caire en 1974 et paru en 1976. La réédition de ce texte aurait dû être l'occasion de remettre à jour et de compléter la liste des chroniqueurs de l'époque ottomane de l'Égypte donnée p. 82-84. En particulier les manuscrits localisés hors d'Égypte ne sont que rarement signalés.

La seconde partie de l'ouvrage porte sur l'histoire économique. Le chapitre sur les activités économiques en mer Rouge n'apporte aucun élément nouveau. Bon nombre d'affirmations mériteraient au moins d'être nuancées. Si l'interdiction de l'accès à la mer Rouge aux Européens, en raison de la présence des villes saintes de l'islam (p. 128), avait certes été un mobile important dans l'occupation de l'Éthiopie et du Yémen par les Ottomans dans la première moitié du XVIe siècle, à notre avis, la volonté de maintenir par la suite les Européens en dehors de la moitié nord de la mer était due à des considérations économiques, entre autres le souci de préserver le monopole des négociants du Caire et les revenus douaniers de Djedda.

Le chapitre consacré à la naissance d'un capitalisme égyptien à l'époque ottomane mérite qu'on s'y arrête, bien que l'auteur ne nous dise pas ce qu'il entend par capitalisme. L'intégration de l'Égypte, au début du XVIe siècle, dans un vaste empire allait donner au Caire de nouvelles chances de développement et de prospérité en y attirant des négociants venus aussi bien du Maghreb que de Syrie ou de Turquie. La croissance du commerce provoqua une accumulation de capitaux qui, à partir du début du XVIIIe siècle, furent souvent investis dans les fermages ruraux, sous forme de prêts déguisés consentis aux émirs détenteurs des affermages ruraux. Ces derniers faisaient rédiger devant le cadi deux documents différents. Par le premier, ils renonçaient temporairement à leur droit (*isqāṭ ḥaqq*) sur le fermage au profit d'un négociant. En échange, celui-là leur avançait une somme d'argent pour prix de cette renonciation. Cette somme était à rembourser intégralement lors de l'expiration de la durée de renonciation. Dans le second document, ces émirs louaient ensuite au négociant prêteur le fermage auquel ils venaient de renoncer, contre paiement d'un droit de location. De la sorte la gestion du fermage restait entre les mains des émirs. Quant aux négociants, ils dissimulaient juridiquement ce qui n'était qu'un prêt à intérêt, l'avance contre la renonciation temporaire étant le prêt, le montant de la location consentie par le négociant représentant l'intérêt. Il était généralement de 20% par an.

Dans la troisième partie de son ouvrage, ʿA.R. présente des études portant sur les relations sociales et économiques entre l'Égypte et les autres pays arabes à l'époque ottomane. Il souligne

BCAI 9 (1992) ʿA. ʿAbd al-Raḥmān: Fuṣūl min tārīḫ Miṣr al-iqtiṣādī wa l-iǧtimāʿī fī l-ʿaṣr al-ʿuṯmānī, recensé par M. Tuchscherer
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

avec raison que l'intégration de la quasi-totalité des pays arabes dans un même empire donna un essor considérable aux échanges entre les différentes parties du monde arabe. L'Égypte, en raison de sa position géographique privilégiée, y joua le rôle de carrefour où aboutissaient à la fois les principales routes caravanières et maritimes. Les Maghrébins tenaient un rôle particulièrement actif. Attirés par le commerce, mais aussi par les études dans les centres religieux, des communautés nord-africaines se développèrent dans les principales villes de l'Orient, en particulier en Égypte et au Hedjaz. De denses réseaux, reposant souvent sur des familles ou des groupes ethniques, reliaient entre eux les divers centres commerciaux, établis dans les souks et les caravansérails des principales villes. ʿA.R. brosse à grands traits un tableau général, citant abondamment Girard (*Description de l'Égypte*). Mais il ne tente aucune analyse de l'évolution au cours des trois siècles d'histoire. Il souligne l'importance des courants commerciaux qui continuaient d'emprunter la mer Rouge, reliant le monde moyen-oriental à celui, fort actif, de l'Inde. Si le pèlerinage annuel de La Mekke y jouait indéniablement un rôle, il est inexact de penser que celui-ci était primordial (p. 205). En effet, l'ensemble du mouvement commercial était rythmé par des dates fixes, données par les moussons qui réglaient la navigation aussi bien en mer Rouge que dans l'océan Indien. Au contraire, la date du pèlerinage, imposée par le calendrier hégirien, était mobile, coïncidant tantôt avec l'arrivée des navires venus d'Inde chargés de textiles et ceux arrivés du Yémen remplis de café, et tantôt tombant tout à fait en dehors de la saison du grand commerce.

Dans le chapitre suivant, ʿA.R. donne un aperçu sur ces relations économiques et sociales entre l'Égypte et le Soudan, en particulier la caravane annuelle en provenance du Darfour (art. déjà publié par ailleurs dans la revue libyenne *Maǧallat al-buḥūṯ al-tārīḫiyya* de 1982).

La quatrième et dernière partie est centrée sur la vie sociale en Égypte à l'époque ottomane : les différentes catégories sociales établies au Caire (p. 279-313). Suit une intéressante étude, basée en partie sur la chronique d'Ibn Iyās sur les tribunaux. ʿA.R. montre comment s'est faite l'ottomanisation progressive du système judiciaire après la conquête (p. 319-349), puis comment les ulémas égyptiens reprirent peu à peu le contrôle d'une partie de l'appareil judiciaire dès la fin du XVIe siècle. Les compétences des cadis étaient extrêmement vastes, elles couvraient non seulement le judiciaire, mais aussi des aspects importants de la vie administrative et économique.

Cette suite d'articles garde un caractère souvent très général. Ils ne laissent guère apparaître les évolutions et les transformations qui affectèrent l'Égypte durant cette longue période ottomane qu'arbitrairement on a l'habitude de faire cesser avec l'arrivée des troupes de Bonaparte dans la baie d'Alexandrie en 1798. L'auteur juxtapose et mêle souvent des documents datant indifféremment des XVIe, XVIIe ou XVIIIe siècles pour constituer un tableau d'ensemble. Or la documentation disponible, en particulier les registres des tribunaux, à l'aide d'un dépouillement sériel, permettrait de cerner ces évolutions et tendances. Quant à la bibliographie proposée, elle est extrêmement succincte et néglige la plupart des ouvrages et articles récents parus sur ces questions au cours des dix dernières années.

Michel TUCHSCHERER
(Institut français d'études anatoliennes, Istanbul)

BCAI 9 (1992) ʿA. ʿAbd al-Raḥmān: Fuṣūl min tārīḫ Miṣr al-iqtiṣādī wa l-iǧtimāʿī fī l-ʿaṣr al-ʿuṯmānī, recensé par M. Tuchscherer
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net

Seyyid Muhammad es-SEYYID MAHMUD, *XVI. asırda Mısır Eyāleti.* Marmara Universitesi, Edebiyat Fakültesi, Istanbul, 1990. 303 p.

Cet ouvrage est l'édition d'une thèse de doctorat soutenue par S.M. à l'université de Marmara, à Istanbul. L'auteur, en six chapitres, tente de présenter une synthèse sur l'organisation du vilayet d'Égypte depuis la conquête de la province en 1517 jusqu'au début du XVIIe siècle. S.M. aborde là un domaine extrêmement riche et jusque-là peu défriché, mis à part l'ouvrage de Stanford Shaw publié en 1962, *The Financial and Administrative Organization and Development of Ottoman Egypt 1517-1798.*

Après une rapide introduction retraçant les grandes lignes de l'organisation administrative de l'Égypte sous les mamelouks (p. 33-53), l'auteur, dans le premier chapitre (p. 55-90), aborde l'instauration et l'organisation du beylerbeylik en Égypte. Une fois la conquête achevée, Sélim I eut bien des difficultés à s'assurer du contrôle du pays. Il n'avait guère les moyens d'en modifier fondamentalement l'organisation, aussi garda-t-il le système mamelouk largement en place. Les changements importants n'intervinrent qu'après l'écrasement de la révolte d'Ahmad pacha en 1523. Le grand vizir Ibrahim pacha, dépêché par Soliman le Magnifique en Égypte, fut chargé d'affermir le contrôle ottoman dans la vallée du Nil qui reposait principalement sur le fameux *qānūnnāme.* S.M. propose une intéressante analyse politique de cette période décisive de l'histoire égyptienne. Mais on aurait souhaité qu'il montrât de façon plus convaincante comment les règlements du sultan mamelouk Qaytbay servirent en fait de base à une partie importante du *qānūnnāme.*

Dans le second chapitre (p. 91-172), intitulé « Organisation du vilayet d'Égypte aux XVIe et XVIIe siècles », S.M. distingue trois périodes. Une époque de stabilité débuta avec la réorganisation du pays par Ibrahim pacha en 1524-1525 et s'acheva avec la fin du règne de Soliman le Magnifique. Une période de troubles et d'instabilité lui succéda jusqu'en 1583. Puis plusieurs pachas tentèrent, par des réformes successives, de restaurer l'ordre ottoman alors déjà menacé par le retour lent mais décisif des mamelouks aux affaires du pays. L'analyse de ces réformes n'est pas menée avec suffisamment de clarté. Quant à l'influence croissante des mamelouks, elle est souvent négligée, de sorte qu'on ne perçoit pas vraiment l'importance des changements survenus au cours de cette période que S.M. qualifie de « temps des réformes ».

Dans la seconde partie de ce long chapitre, S.M. expose les fonctions de beylerbey et de sandjakbey, et décrit l'organisation des provinces de l'Égypte.

Puis dans les trois chapitres suivants, S.M. poursuit l'analyse des cadres administratifs du vilayet. Si le passage consacré aux milices (p. 173-225) apporte de multiples éléments nouveaux et précis sur l'organisation militaire, le chapitre 4 (p. 226-240) sur l'organisation financière demeure très succinct. S.M. néglige à la fois l'organisation des *waqf*-s et celle des fermages urbains. Dans le chapitre 5 (p. 241-261), il traite de façon plus détaillée de l'organisation judiciaire, et souligne les multiples modifications intervenues dans le découpage des juridictions.

Dans le dernier chapitre, l'auteur aborde les relations de la province d'Égypte avec les provinces ottomanes voisines. Si les liens avec les provinces syriennes étaient relativement faibles, les possessions ottomanes en mer Rouge, en raison de leur éloignement par rapport à la capitale, étaient placées sous le contrôle direct du pacha d'Égypte, en particulier le Hedjaz. Ce n'est

BCAI 9 (1992) 'A. 'Abd al-Raḥmān: Fuṣūl min tārīḫ Miṣr al-iqtiṣādī wa l-iǧtimā'ī fī l-'aṣr al-'uṯmānī, recensé par M. Tuchscherer
© IFAO 2025 BCAI en ligne http://www.ifao.egnet.net